Inquiétudes sur des règlements de comptes entre particuliers au Burundi

PANA, 31 mai 2016 Bujumbura, Burundi - Le ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© publique a annoncÃ©, mardi, lâ€™ouverture dâ€™u enquÃªte "urgente" sur la nouvelle forme de criminalitÃ© marquÃ©e par des Â«rÃ¨glements de comptes entre particuliersÂ», tout en rassurant quâ€™ils nâ€™avaient rien Ã voir avec la crise politique et sÃ©curitaire persistante depuis plus dâ€™un an a Les services du ministÃ¨re de la sÃ©curitÃ© publique avaient devancÃ©, derniÃ¨rement, les enquÃªtes sur un rÃ©centÂ assassinatÂ dâ€™un colonel retraitÃ© des forces armÃ©es burundaises, reconverti en fermier, Lucien Rufyiri, suivi, lendemain, de lâ€™enlÃ¨vementÂ dâ€™un commissaire de police, JÃ©rÃ´me Ndikuriyo, en attribuant ces deux forfaits Ã des c fonciers.Des voix dans lâ€™opinion se sont montrÃ©es peu convaincues et craignent plutÃ´t la recrudescence des assassinats ou tentatives dâ€™assassinats politiquement motivÃ©s qui ont eu lieu dans un passÃ© encore rÃ©cent au sein des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©. Le cas le plus emblÃ©matique de la contagion de la crise politique jusquâ€™au sein des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© a Ã©tÃ© la tentative dâ€™assassinat Ã laquelle avait Ã©chappÃ© miraculeusement, lâ€™annÃ©e chef dâ€™Ã©tat-major gÃ©nÃ©ral de lâ€™armÃ©e, le gÃ©nÃ©ral Prime Niyongabo. Câ€™est encore au plus fort de la crise d lâ€™armÃ©e et de la police nationale avait tentÃ© un coup de force, au plus fort de lâ€™insurrectionÂ populaire contre le troisiÃ¨meÂ mandat prÃ©sidentielÂ auquel lâ€™opposition attribue gÃ©nÃ©ralement lâ€™origine du dÃ©sordre sÃ©curitaire et actuel au Burundi. Cette fois, le communiquÃ© rassure et laisse entendre que la situation a fini par revenir Ã la normale, tandis que les actes criminels constatÃ©s ces derniers jours sont Â« essentiellement motivÃ©s par des rÃ¨glements de comptes entre particuliers et nâ€™ont rien avoir avec les motivations politiques que les mauvaises langues prÃ©tendent leur attribuerÂ». Parmi les "mauvaises langues", le communiquÃ© met en avantÂ Radio France internationale (Rfi) et son correspondant, Esdras Ndikumana, qui continue Ã couvrir lâ€™actualitÃ© dans le pays dâ€™origine depuis son exil auÂ Kenya activistes des rÃ©seaux sociaux, tous accusÃ©s de Â«diviser les Burundais et de promouvoir le crime et la violenceÂ». Le texte du communiquÃ© condamne Â«avec Ã©nergieÂ» toute personne qui, Â«devanÃ§ant sciemment le cours normal des enquÃªtes, attribue chaque acte criminel Ã qui elle veut pour justifier son penchant, ses intÃ©rÃªts et convictions politiques Ã peine voilÃ©sÂ». Convaincu du retour Ã la normale de la situation sÃ©curitaire du pays, le pouvoir burundais a repoussÃ© Ã maintes reprises lâ€™idÃ©e dâ€™une force Ã©trangÃ¨re de prÃ©vention et de protection des civils au Burundi, estimant quâ€™ mesure de le faire Ã leur place, contre lâ€™avis de lâ€™opposition craignant toujours un retour Ã une nouvelle guerre civile ap celle de 1993 Ã 2006 au rythme oÃ¹ sâ€™enlise la crise.